

En 1998, les agences onusiennes ont recommandé que le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) devrait présider le Groupe de travail sur l'eau de l'Initiative spéciale du système des Nations unies pour l'Afrique (UNISA). Le PNUE, en collaboration avec d'autres co-présidents, a été demandé d'élaborer une stratégie pour consolider les progrès dans le travail du groupe. Les agences ont demandé au groupe de travail de l'UNISA, sous la direction des co-présidents (PNUE, la Banque mondiale et l'Organisation météorologique mondiale (OMM) à prendre les mesures nécessaires pour «explorer la possibilité d'organiser un forum régional des ministres de l'eau en Afrique.

Il est à noter que le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) a été lancé en 2001 faisant appel aux gouvernements à travers le continent d'apporter des réponses spécifiques quand à sa mise en œuvre. Les ministres responsables de différents secteurs ont été invités à élaborer des stratégies pour atteindre les objectifs du NEPAD. Il a été reconnu que les ministres de l'eau en Afrique, en vue du rôle central que joue la ressource en eau dans le développement durable, ont un rôle crucial à jouer. L'objectif de la section qui s'occupe de l'eau et de l'assainissement comprend la nécessité de:

(a) planifier et de gérer les ressources en eau pour que ça devienne une base de la coopération et du développement nationale et régionale,

(b) Coopérer avec les États membres pour l'utilisation des fleuves communs et

(c) Assurer l'approvisionnement suffisant en eau potable et assainissement, en particulier pour les pauvres.

En réponse à la tâche donnée aux agences onusiennes, le PNUE et le Secrétariat de l'UNISA, la Banque mondiale, l'UNESCO et d'autres organismes ont continué d'apporter leur soutien aux consultations informelles des ministres chargés de l'eau, qui ont eu lieu à Nairobi, Kenya, le 11 Octobre 2001. Ces consultations ont eu lieu au moment du lancement du segment technique du Forum africain pour l'eau (FAE) au même endroit et a été soutenu par la Banque mondiale.

Afin de construire un mécanisme efficace pour assurer la coopération régionale et le développement des ressources en eau, il a été noté que plusieurs éléments seraient essentiels. Il y aurait besoin d'avoir un consensus entre les gouvernements sur la structure à mettre en place, et cela nécessiterait la participation active de ministres dans les discussions. Troisièmement, le processus exigerait des mesures claires en vue d'aboutir à l'objectif visé.

Les premières consultations informelles des ministres de la région sur la formation d'un forum régional des ministres de l'eau en Afrique a eu lieu à Nairobi donnant lieu à un début de dialogue approfondi qui a abouti à la création de l'AMCOW, dans le contexte de la préoccupation mondiale grandissante au sujet de l'Afrique et la nécessité pour les pays africains de prendre le devant dans la lutte contre leurs problèmes de développement.

Durant la conférence internationale de Bonn sur l'eau douce (3-7 Décembre 2001) les ministres et les représentants de 23 pays africains ont tenu des consultations intensives et ont décidé de créer une Conférence Ministérielle Africaine Chargé de l'Eau (CMACE), déclarant « qu'un tel forum ministériel permettrait à notre région de faciliter le développement des perspectives et des positions communes par rapport aux ordres du jour des grandes conférences internationales ».

La CMACE a été officiellement lancé à Abuja en Avril 2002 avec la Déclaration d'Abuja. Ainsi, la Déclaration d'Abuja a été l'aboutissement d'un long processus qui consistait à forger et à formaliser une structure de coordination pour le dialogue sur la politique de l'eau en Afrique. Grace à la CMACE, ainsi que la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE), qui a été formée plus tôt, on reconnaît de plus en plus que l'Afrique doit et va prendre le devant pour entreprendre les actions nécessaires pour assurer un développement durable sur le continent.